

Vers une normalisation des relations entre Cuba et les Etats-Unis ?

Salim Lamrani

L'élection du démocrate Barack Obama à la présidence des Etats-Unis est un événement sans précédent dans l'histoire de ce pays. Pour la première fois, un candidat de couleur a atteint le poste suprême dans une nation où le racisme était institutionnalisé, il y a encore un demi-siècle, et où les discriminations à l'encontre des minorités sont encore trop nombreuses. Jamais un scrutin n'aura suscité autant d'intérêt et d'engouement non seulement aux Etats-Unis, mais également dans le monde entier. Épuisés par les huit années catastrophiques de l'administration Bush qui a conduit l'économie mondiale au bord de l'abîme et plongé la planète dans une insécurité notable, les peuples du monde avaient unanimement fait le choix du jeune sénateur de l'Illinois au détriment de son adversaire républicain John McCain, considéré comme étant l'héritier de George W. Bush (1).

La Havane n'a pas échappé au phénomène [Obama](#) et les Cubains ont suivi le processus électoral avec attention. Là encore, leur choix s'est porté sur le candidat démocrate (2). « *Il est sans nul doute plus intelligent, plus cultivé et plus impartial que son adversaire républicain* », avait déclaré Fidel Castro à son égard. Il s'agit du « *meilleur orateur politique des Etats-Unis de ces dernières décennies* », avait-il ajouté, saluant ses « *idées bien articulées* ». En revanche, le candidat républicain John McCain est « *vieux, belliqueux, inculte, peu intelligent et en mauvaise santé* », a signalé le leader de la Révolution cubaine (3).

En effet, Obama est le premier président depuis James Carter à faire part de sa volonté de rencontrer le président cubain, Raúl Castro, sans imposer de conditions au préalable (4). Il a également évoqué son souhait de « *normaliser les relations et assouplir l'embargo qui a gouverné les rapports entre nos pays durant les cinq dernières décennies* (5) ».

Le nouveau président états-unien éliminera les sanctions relativement cruelles imposées par l'administration Bush en 2004. Celles-ci limitent les séjours des ressortissants cubains dans leur pays d'origine à 14 jours tous les trois ans, séparant ainsi de nombreuses familles, et réduisent le montant de l'aide financière qu'il est possible d'envoyer à seulement 100 dollars par mois (6). « *Il s'agit à la fois d'une question stratégique et humanitaire. Cette décision a [...] un impact profondément négatif sur le bien-être du peuple cubain* », a déclaré Obama. Dès le 20 janvier 2009, « *j'autoriserai aux Cubains-Américains des droits illimités pour rendre visite à leur famille et envoyer de l'argent dans l'Île* », a-t-il affirmé (7).

A moyen terme, il est également envisageable que le Congrès, dominé par les démocrates, mette un terme à l'interdiction de voyager à [Cuba](#) pour les citoyens états-uniens. En effet, actuellement, ils peuvent voyager partout dans le monde, y compris en [Chine](#), au Vietnam et en Corée du Nord, mais pas à Cuba. Il est également probable que le Congrès élimine les restrictions imposées aux échanges académiques, culturels et sportifs.

Imposées en juillet 1960, les sanctions économiques états-uniennes sont le principal obstacle au développement économique de Cuba. Elles ont coûté la bagatelle de 93 milliards de dollars à l'économie cubaine depuis leur entrée en vigueur et 3,7 milliards rien que pour l'année 2007. Elles affectent également l'ensemble de la population, en particulier ses catégories les plus vulnérables. Ainsi, 70 % des Cubains sont nés sous le régime des sanctions (8).

La politique de sanctions est unanimement rejetée par la communauté internationale. Le 29 octobre 2008, pour la 17e année consécutive, 185 pays sur les 192 que compte l'Assemblée générale des Nations unies se sont prononcés pour la levée de ce châtiement qui frappe les Cubains. Jamais une telle majorité n'avait été atteinte auparavant. Seuls les Etats-Unis, Israël et Palau ont voté contre la résolution. L'opinion publique états-unienne y est opposée ainsi que le monde des affaires (en particulier les multinationales pétrolières) qui voit un marché naturel tomber entre les mains des investisseurs chinois, européens et latino-américains (9).

Wayne S. Smith, ancien ambassadeur états-unien à Cuba, a fustigé la politique états-

unienne à l'égard de Cuba et s'est prononcé pour l'élimination des sanctions unilatérales. Cet acharnement « *est stupide, contre-productif et rejeté au niveau international* (10) ». « *Notre peuple demande que cesse le blocus contre Cuba. C'est également la réclamation unanime de la communauté internationale* », a clamé Fidel Castro dans une réflexion du 7 novembre 2008 (11).

.; Obama, dont l'intelligence et la sagacité ne font aucun doute, serait avisé d'étudier l'idiosyncrasie cubaine et comprendre que le langage de la force et de la menace est inutile. Fidel Castro l'a de nouveau rappelé : « *Il y en a encore qui rêvent de mettre Cuba à genoux en brandissant le blocus criminel comme instrument de la politique étrangère des Etats-Unis contre notre patrie. Si ce pays commet de nouveau une telle erreur, il pourrait appliquer pendant un autre demi-siècle cette politique inutile contre Cuba* (12) ».

Le gouvernement de La Havane a tendu à maintes reprises une main fraternelle à Washington, se heurtant à chaque fois à un refus obstiné. Raúl Castro a également tendu à deux reprises un rameau d'olivier à l'administration Bush, sans succès. Il s'est déclaré disposé à dialoguer ouvertement avec Barack Obama. « *Nous espérons que le prochain président changera la politique à l'égard de Cuba [et] nous espérons une normalisation complète des relations* », a souligné Felipe Pérez Roque, ministre cubain des Affaires étrangères (13).

Obama a tout à gagner à reconnaître enfin que Cuba est une nation souveraine et indépendante, et à baser ses futures relations avec La Havane sur la réciprocité et la non-ingérence dans les affaires internes. Il sera alors accueilli à bras ouverts par les Cubains et ne recueillera d'eux que des expressions de gratitude.

Barack Obama dispose d'une opportunité historique de changer une fois pour toute la politique cubaine des Etats-Unis et de normaliser les relations entre les deux pays. L'acharnement insensé contre le peuple cubain de la part de Washington est cruel, inhumain et injustifiable. Le jeune président Obama a l'obligation morale d'être à la hauteur des espérances que son élection a suscitées. L'humanité entière lui en serait reconnaissante.

Notes

1 John Leicester, « Obama Victory Sparks Cheers Around the Globe », *The Associated Press*, 5 novembre 2008.

2 Calvin Woodward, « Where Obama Stands on the Issues », *The Associated Press*, 5 novembre 2008.

3 Jeff Franks, « Obama Win Raises Cuban Hopes for Change », *Reuters*, 5 novembre 2008.

4 Fidel Castro Ruz, « Las elecciones del 4 de noviembre », *Cuba Debate*, 3 novembre 2008.

5 Barack Obama, « Our Main Goal : Freedom in Cuba », *The Miami Herald*, 21 août 2007.

6 Colin L. Powell, *Commission for Assistance to a Free Cuba*, (Washington : United States Department of State, mai 2004). www.state.gov/documents/organization/32334.pdf (site consulté le 7 mai 2004).

7 Barack Obama, « Our Main Goal : Freedom in Cuba », *op. cit.*

8 Edith M. Lederer, « UN Again Urges US to Lift Embargo Against Cuba », *The Associated Press*, 29 octobre 2008.

9 *Ibid.*

10 Anita Snow, « Analisis : Obama Changes Could Test Castros' Grip », 8 novembre 2008.

11 Fidel Castro Ruz, « El tercer huracán », *Cuba Debate*, 7 novembre 2008.

12 *Ibid.*

13 Edith M. Lederer, « Cuba Expects New US President to Lift Embargo », *The Associated Press*, 30 octobre 2008.

Salim Lamrani est enseignant, chargé de cours à l'université René Descartes Paris V et journaliste

français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Il vient de publier *Double morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme* (Paris : Editions Estrella, 2008).